

DÉPLOIEMENT À LA CNMA

Des puces électroniques pour identifier le cheptel

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) se dotera incessamment d'un système informatisé d'identification du cheptel, a révélé M. Chérif Benhabilès, cadre dirigeant chargé des assurances auprès de cette institution financière.

Un procédé qui, expliquera-t-il, permettra à la CNMA d'avoir un fichier national des vaches laitières et de les localiser au moyen de puces électroniques connectées à un réseau centralisé et accessible à l'aide du GPRS. M. Benhabilès, qui s'est exprimé en marge d'une journée de sensibilisation, tenue hier à Constantine, sur la nouvelle convention signée

avec Danone Algérie et ce qu'elle offre comme avantages aux éleveurs produisant du lait pour ce géant de l'agro-industrie, a précisé que ce procédé est actuellement en phase d'essai.

Selon ses termes, ce procédé est l'un des produits de la CNMA qui a poussé Danone Algérie à s'impliquer dans l'approche moderniste de la Caisse, compte tenu

des potentialités logistiques que présente un tel procédé, notamment en matière de suivi et d'évaluation. Une convention décrochée suite à une mise à la concurrence dirigée par Danone et qui s'inscrit, d'après le même responsable, dans une approche globale visant à améliorer les conditions de travail des éleveurs en transférant le risque du côté de l'assureur. «Notre démarche se base sur des produits adaptés à l'environnement de l'éleveur et vise en premier lieu à se démarquer des anciennes mentalités faisant

de l'assurance un acte administratif obligatoire. Nous visons par cette démarche à faire comprendre aux différents intervenants que l'assurance agricole est un levier de développement qui va se substituer au crédit en jouant un rôle générant de la valeur ajoutée», avancera-t-il.

Il assurera que la convention signée avec Danone Algérie permettra une coopération gagnant-gagnant. «Le différentiel que nous dégageons positivement dans le rapport primes d'assurance-indemnisation de sinistres sera réinvesti dans la prévention,

ce qui arrangera les affaires des éleveurs qui verront leur rendement progresser et également Danone qui s'assurera de la pérennité de ses sources de lait», présagera-t-il.

Notons que cette convention prendra effet à partir du 1^{er} mai prochain et inclut des clauses protégeant l'éleveur de risques multiples : mortalité du bétail, responsabilité civile, sécurité sociale... Danone, qui se chargera d'une partie du montant de l'assurance (1,8% de la valeur de la vache), peut même payer les autres frais à

la place de l'éleveur qui pourrait rembourser ses dûs par le lait, suivant un échéancier. Ce faisant, Danone délivrera des attestations à ses partenaires parmi les éleveurs, qu'ils devront présenter aux agences régionales de la CNMA afin de bénéficier de cette convention. A la CNMA, on leur prépare de nouveaux contrats d'assurance conformément à cette convention. «Nous nous engageons aussi à réduire le délai d'indemnisation à un mois», conclura M. Benhabilès.

L. H.

JOURNÉES PORTES OUVERTES SUR LA CNAS

Généralisation de la carte Chifa

La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas) veut marquer de son empreinte l'année 2009. C'est le message-clé qui ressort des journées portes ouvertes organisées depuis avant-hier sur l'ensemble du territoire national. En tête des priorités : généraliser et vulgariser la carte électronique Chifa.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les journées portes ouvertes sur la Cnas ont été suivies d'une large médiatisation de l'importance de la carte électronique Chiffa. D'ailleurs, à Alger, des texto (SMS) ont été transmis aux affiliés, les informant de «la mise en circulation prochaine de la carte Chiffa au niveau du Grand-Alger». Au total, ils seront près de cinq millions d'assurés ciblés pour cette seconde phase.

En d'autres termes, pour les responsables de la Cnas, l'enjeu de ces journées portes ouvertes, placées sous le thème de «modernité, humanisation et accompagnement» sous le patronage du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, «est la généralisation de la carte Chiffa à tous les affiliés de la sécurité sociale avant la fin de l'année 2010, et ce, dans l'objectif de révolutionner le monde de la santé et la gestion sanitaire».

«La carte Chiffa devrait simplifier les relations entre usagers et la Caisse et leur éviter, pour se faire rembourser, les files d'attente interminables devant les guichets. Il s'agit d'une véritable révolution, voire un acquis pour notre système de sécurité sociale», explique un cadre du ministère du Travail.

Déjà en circulation depuis 2007 dans cinq wilayas, à savoir Boumerdès, Annaba, Médéa, Oum El-Bouaghi et Tlemcen, la carte Chiffa, dont bénéficiaient jusque-là près de 650 000 assurés, est entrée dans sa deuxième phase en janvier dernier. De cinq millions d'assurés concernés par cette carte, elle devrait couvrir tous les assurés sociaux à l'horizon 2010. Elle sera

étendue au système du tiers payant d'ici 2012. La Caisse nationale des assurances sociales (Cnas) vise, à travers l'utilisation de la carte magnétique, la vulgarisation de la modernisation du système de sécurité sociale, d'une part et, d'autre part, éviter aux citoyens toutes sortes de désagréments en éradiquant toute forme de bureaucratie.

Pour rappel, la carte électronique Chiffa contient, selon les responsables de la Cnas, des informations personnelles sur l'assuré (état de santé, suivi médical, état de remboursement de ses médicaments et examens médicaux). La carte est également dotée de plusieurs codes en vue de faciliter la mission aux partenaires sociaux, tels les phar-

maciens, médecins, hôpitaux et agents de la Cnas, et de garantir de meilleures prestations à l'assuré en matière de suivi et d'orientation médicale en Algérie.

Selon des observateurs, la mise en service de la carte Chiffa est considérée comme le premier jalon de la modernisation du système de sécurité sociale, tendant à éradiquer progressivement les méthodes bureaucratiques. Elle est considérée également comme la première expérience tentée tant au niveau du monde arabe qu'en Afrique.

Autrement dit, elle permet une coopération assez fluide entre les agents de la Cnas, les professionnels de la santé et l'assuré social.

A. B.

La Gendarmerie nationale s'ouvre à la population des régions du sud du pays

La Gendarmerie nationale ne se contente pas de faire appliquer les lois de la République, elle a opté pour une stratégie visant à accompagner l'action du gendarme, de l'expliquer et d'essayer de convaincre au quotidien.

«Des efforts ont été consentis pour informer en temps réel, faciliter l'accès aux sources d'information et permettre aux journalistes de constater, voire de communiquer avec les enquêteurs pour pouvoir sensibiliser

le citoyen», lit-on dans un communiqué transmis par cette institution qui ajoute : «Une phase qualitative a été atteinte en matière de déconcentration de la communication pour qu'elle soit associée au commandement opérationnel, chaque groupement de gendarmerie est en mesure de coordonner, avec les médias régionaux et locaux, ses activités entrant dans le cadre de la sécurité publique et de la police judiciaire.

Conscient que la responsabilité des gendarmes dans l'amélioration de l'image de leur

institution est entière, d'autant plus que l'idée que l'on se fait de la Gendarmerie nationale est la résultante du comportement de tous ses hommes, un assainissement a été opéré et la ressource humaine a acquis des capacités professionnelles de qualité.» Et de préciser : «La Gendarmerie nationale, qui a affiché une réelle volonté de changement, a fait le choix d'accompagner son développement par son ouverture sur les sciences légales pour la manifestation de la vérité et la préservation des droits et libertés des citoyens.

Elle réaffirme ainsi son engagement d'être un grand service public, à l'écoute des préoccupations légitimes de sécurité exigées par le citoyen.»

Le communiqué de la Gendarmerie nationale conclut : «C'est dans le cadre du rapprochement avec la population et pour fructifier le climat de confiance qui s'est sensiblement amélioré que des journées portes ouvertes sur la Gendarmerie nationale seront organisées les 22, 23 et 24 avril 2009 dans les régions du sud du pays.»

LES PSYCHOLOGUES DURCISSENT LEUR MOUVEMENT

Vers l'organisation d'un sit-in la semaine prochaine

Hier, au troisième jour de la grève des psychologues, la mobilisation était intacte, selon les représentants du syndicat. Aucune information émanant du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière n'est venue soulager l'inquiétude et le désarroi des centaines de psychologues qui se sentent lésés dans leurs droits.

Selon le président du Snapsy, une assemblée générale est encore prévue jeudi prochain pour analyser et évaluer la grève de cette semaine.

Aussi, devant le mutisme des autorités, les adhérents comptent durcir leur mouvement, à travers l'organisation d'un sit-in la semaine prochaine soit devant le ministère de tutelle, soit devant le siège de la Fonction publique. «Nous allons décider jeudi d'une série de mesures à prendre pour les prochains jours», a confirmé M. Keddad.

Pour rappel, la corporation des psychologues lutte pour la reclassification de la profession de psychologue à la catégorie 13 au lieu de 12 et l'ouverture du dialogue sur le régime indemnitaire.

R. M.

UTILISATION DU TÉLÉPAIEMENT

L'Algérie toujours à la traîne

Le recours aux nouvelles technologies de la télécommunication et de l'information reste encore faible en Algérie au sein de la plupart des établissements financiers et bancaires. C'est ce qu'a révélé une enquête menée par Sira Algérie, une agence de communication spécialisée dans l'événementiel professionnel.

Lyès Menacer – Alger (Le Soir) – «Les établissements financiers et bancaires n'ont pas d'autre choix que de se doter du système de télépaiement et de banking à distance afin de désengorger leurs guichets et soulager leurs clients des longues files d'attente», a déclaré, hier, M. Ouahdani Mohamed, organisateur du premier

Salon international du mobile, de l'Internet et du télépaiement (Simit) qui a ouvert ses portes, hier, à l'hôtel Mercure d'Alger.

Le conférencier a estimé que «le taux de bancarisation comme celui de l'équipement Internet reste encore éloigné des potentiels du pays». C'est l'une des raisons pour laquelle ce premier salon a été initié,

ajoutera-t-il. «Le Simit a pour objectif de confronter les expériences des acteurs, de faire connaître les solutions les plus adaptées au marché algérien et d'aider à la promotion d'offres nouvelles», expliquera-t-il. M. Ouahdani ajoute que les banques nationales peuvent d'ores et déjà se doter des dernières innovations technologiques en matière de télépaiement et de banking à distance.

D'autres institutions financières et commerciales nationales sont aussi concernées par l'introduction de ces nouveaux outils

qui visent à faciliter le quotidien au citoyen algérien. Le conférencier précise, toutefois, que «certaines banques nationales préparent déjà des offres et affûtent leurs armes commerciales pour l'un des marchés du futur, mettant les nouvelles technologies au service du commerce et de l'administration».

Le thème de la géolocalisation a été aussi pris en compte lors de ce premier salon qui a vu la participation de seulement quelques entreprises privées spécialisées dans les solutions informatiques.

L. M.